

Etude Comparative sur les services à la personne en Europe



1

Etude comparative sur les services à la personne en Europe

- Rappel méthodologique
- Phase 1 : Etude comparative sur 7 pays européens
- Phase 2 : Etude comparative sur 4 pays pilotes
- Les 8 enseignements de l'étude



Rappel méthodologique

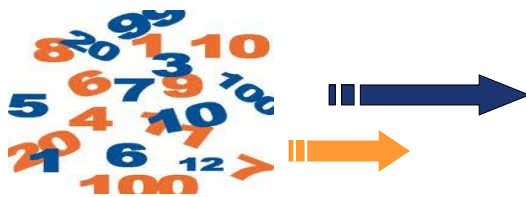
- La DGCIS a mandaté le cabinet CLAN-PA-ASSOCIANDI pour réaliser d'une étude comparée des SAP en Europe
- Objectif analyser les dispositifs opérationnels et efficaces sur le marché des SAP en Europe.
- Cette étude s'est déroulée sur 8 mois et deux phases :
 - Un travail préliminaire de collecte et d'analyse de données économiques et statistiques dans 7 pays « cibles »
 - Une analyse approfondie et qualitative dans 4 pays « pilotes ».



Phase 1: Etude comparative sur sept pays européens

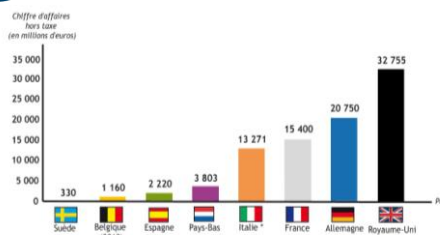


Chiffres clés et grands axes des politiques de soutien aux SAP dans les sept pays étudiés



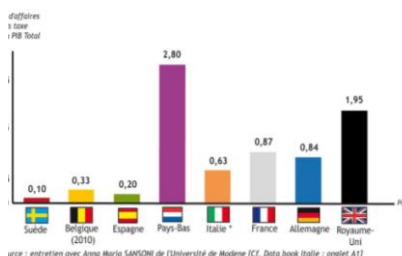
Chiffres d'affaires hors taxes

CAHT



* Source : entretien avec Anna Maria SANSONI de l'Université de Modène [C]. Data book Italie ; anglais A1]

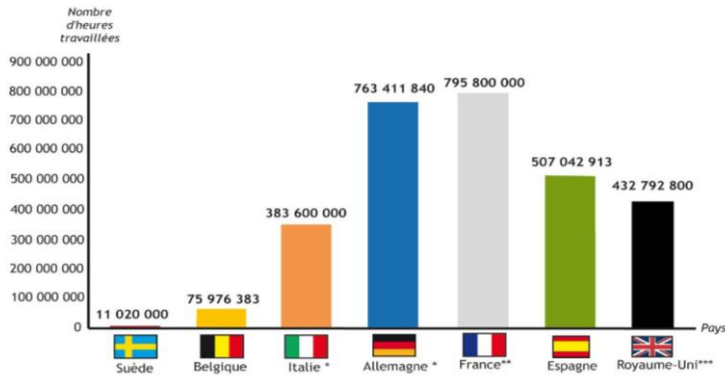
CAHT/PIB



Source : entretien avec Anna Maria SANSONI de l'Université de Modène [C]. Data book Italie ; anglais A1]

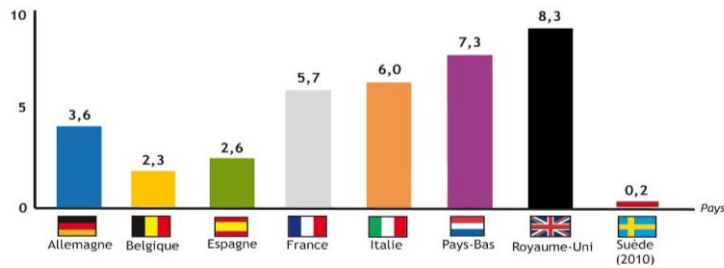


Nombres d'heures travaillées

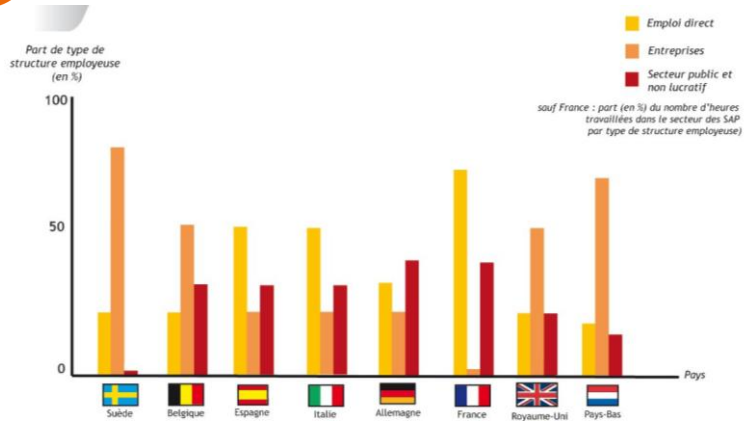


Nombre d'actifs dans le secteur des SAP

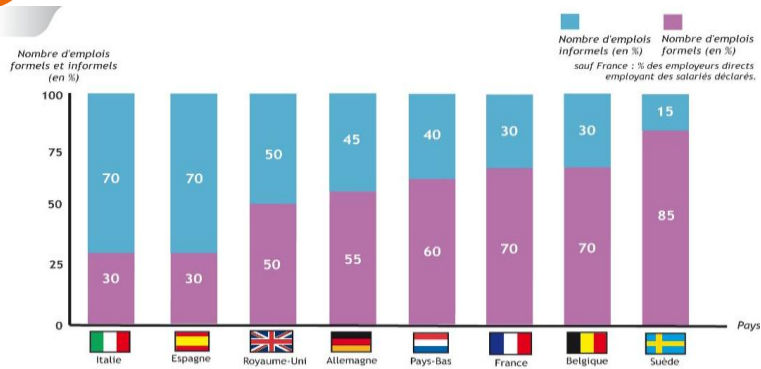
Part des actifs dans le secteur des SAP par rapport aux actifs (en %)



Structuration du marché



Travail informel



Axe 1 : La lutte contre le travail informel

Allemagne (Mini job)
France
Pays-Bas
Royaume Uni (*occasional worker*)
Suède (RUT-Avdraget i.e. tiers payant et avantage fiscal)

Avantages

- Ressources fiscales supplémentaires pour l'Etat
- Relance et dynamisme économique

Risques

- Précarité des emplois créés
- Avantages travail informel > avantages travail formel



Axe 2 : Le recours généralisé aux réductions d'impôts

En revanche, pas de taux de TVA privilégié pour les SAP ni de réductions de charges sociales, sauf :

- Allemagne (taux TVA réduit pour les Mini jobs et exemption pour la garde d'enfants ; charges sociales mini-jobs)
- France (taux réduit ou exonération)
- Pays-Bas (Réduction ou exonération / taux de TVA: travaux ménagers à domicile et personnes âgées)
- Royaume-Uni (Exonération /charges sociales sous le « Earnings threshold »)






Axe 3 : Des avantages fiscaux sous conditions

- Belgique (Titres services)
- France (condition d'activité exclusive)
- Pays Bas (chèques « Alfa »)
- Royaume-Uni (crédit d'impôt pour la prise en charge d'enfants à domicile)

Avantages:

- Meilleure professionnalisation du secteur
- Contrôle des bénéficiaires et des prestataires (en cas d'enregistrement)



direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Axe 4 : Le guichet unique


- Pays Bas (guichet unique/chèque « Alfa »)
- Allemagne (Alliances locales pour les familles)
- Suède
- Italie
- Belgique

Avantages:

- Contrôle du secteur
- Répartition du poids économique si la gestion s'effectue au niveau local
- Proximité des acteurs

Risques:

- Dumping des prix



direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services



Axe 5 : Des politiques ciblées

- Pays Bas (guichet unique « WMO »)
- Espagne
- Italie
- Allemagne

Avantages:

- Gestion des finances publiques rationalisée et contrôlée



Axe 6 : Des avantages financiers immédiats

- Suède (avantage fiscal couplé au tiers payant)
- Pays -Bas
- Belgique
- France

Avantages:

- Prise de conscience spontanée du bénéficiaire
- Soutien indirect de l'offre

Risques :

- Coût pour les finances publiques




Axe 7 : Le soutien de la demande

- Royaume-Uni
- France (CESU RH, cotisations sociales)
- Espagne
- (Allemagne)

Avantages:

- Soutien de la demande
- Conciliation vie familiale et professionnelle



Phase 2: Etude comparative approfondie dans 4 pays « pilotes »





Les critères de sélection


- La nature de la politique menée dans le secteur des SAP
- Le soutien des SAP comme secteur économique
- La prise en charge des prestations par les collectivités publiques
- Le soutien de l'emploi et de la formation






Matrices qualitatives








			
politique	§ Structuration autour : § Des soins et assistance aux personnes fragiles § La lutte contre le travail informel	» Taux de croissance de l'ordre de 15% dans le secteur en 2010 [source: Institut de l'Economie allemande-Cologne] » 10% des mini-jobs relèvent du secteur des SAP [i.e. +/- 600.000 mini-jobs] » demande > offre	soutien à l'activité
financement	» Effort de rationalisation des procédures et d'optimisation des contrôles	» Efficacité reconnue des mini-jobs pour la lutte contre le travail informel » Les mini-jobs sont « majoritairement » des emplois féminins [source : Ministère de la famille, des personnes âgées et de la jeunesse]	soutien emploi
	Perspectives: - Vers un Etat « médiateur » et ne plus être un Etat qui « paie tout » [source: Kristina SCHRÖDER, Ministre de la famille, des personnes âgées et de la jeunesse] - Souhait d'améliorer la qualité de l'offre		











direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services







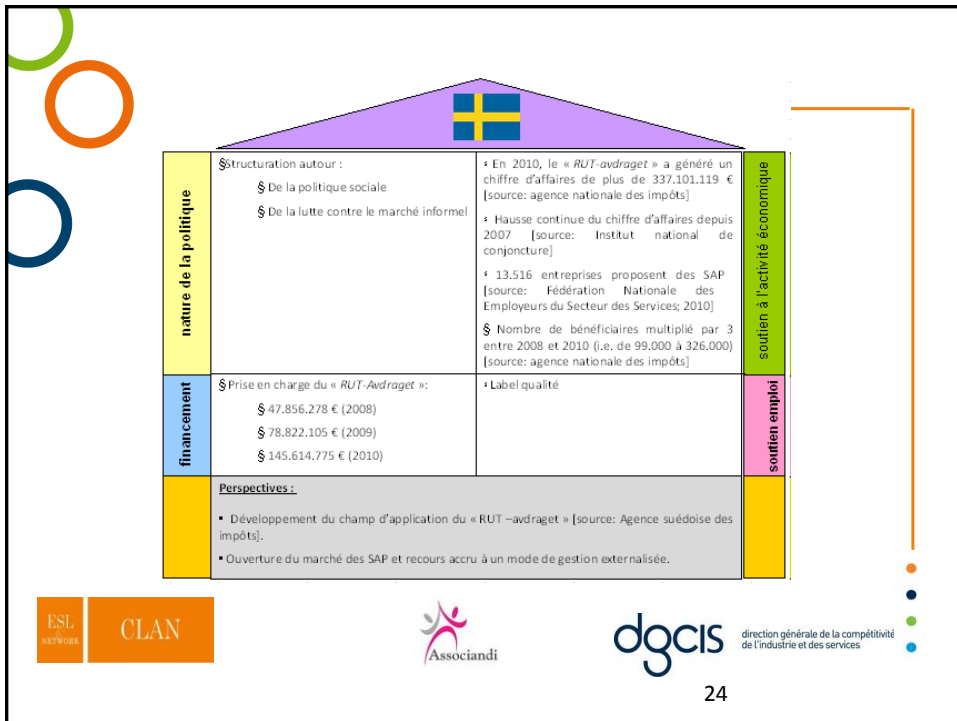
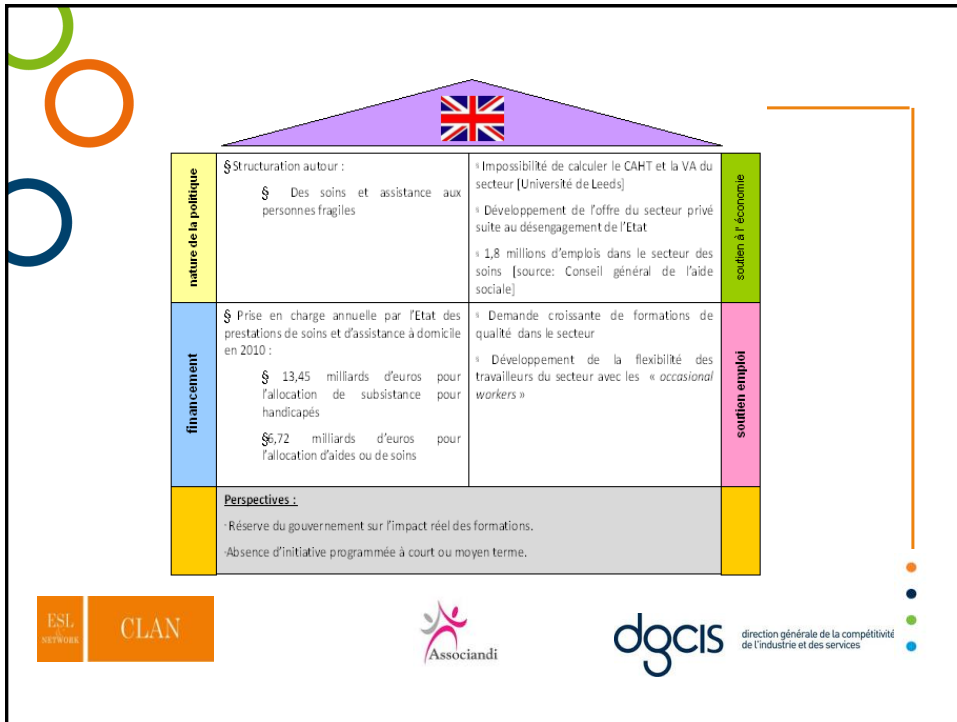
			
politique	§ Structuration autour : § Des soins et assistance aux personnes fragiles § Du soutien des familles	» Augmentation des soins à domicile de « 18% depuis 3 ans » [source: Ministère de la santé, du bien être et du sport]	soutien éco
financement	» 2010: 87 milliards d'euros consacrés aux services de santé et d'aide sociale, soit une augmentation de 3,6% par rapport à 2009 » Contrôles réguliers et rigoureux auprès des prestataires » Gestion décentralisée avec la création de structures locales	» Dispositif de chèques « alpha » qui a permis la création de nouveaux emplois	soutien emploi
	Perspectives: - Les autorités prévoient un accroissement du secteur à moyen terme. - Révision des incitations fiscales à la baisse tout en maintenant l'aide sociale à un niveau élevé. - Développement du système des chèques « alpha » à l'ensemble du pays. - Volonté de développer l'offre de formation pour le sous-secteur des soins et assistance aux personnes fragiles.		




direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services





Les 8 enseignements de l'étude



Les enseignements (1)

1 L'absence d'observatoire européen des SAP

- Création d'indicateurs statistiques cohérents à travers Eurostat.
- Données homogènes à échéance 3 ans.

2 Le « Tiers payant » de l'avantage fiscal

- Modèle suédois: dispositif permettant au foyer fiscal de bénéficier de l'avantage fiscal dès le paiement de la prestation (paiement de 50% de la prestation par le particulier / les 50% restants (correspondant à l'avantage fiscal) sont payés par le « tiers payant » / toutes activités relevant des SAP sont éligibles).

3 La « Condition formation » pour les particuliers employeurs

- Certains pays envisagent (Pays-Bas) de conditionner l'octroi des avantages fiscaux des particuliers employeurs au dessus d'un certain niveau à la production d'une attestation matérialisant le fait que les salariés ont bénéficié des temps de formations auxquels ils ont droit.



Les enseignements (2)

4 Le « contrôle de conformité » des structures prestataires

- Certains pays envisagent (Pays-Bas, Suède) de conditionner l'octroi de certains avantages fiscaux ou de certaines exonérations ou réductions de charges sociales aux organismes prestataires à des contrôles de conformité notamment par rapport à la réglementation fiscale et à la protection du consommateur.

5 La professionnalisation du secteur

- Modèles britannique (*occasional worker*) et surtout allemand (mini-job).

6 Un répertoire local pour les SAP

- Expériences « réussies » en Allemagne (i.e. « Alliances locales pour les familles ») et aux Pays-Bas (i.e. guichet unique « WMO »), création d'un « répertoire local » (sous formats papier et électronique) pour les SAP, visant à faciliter la rencontre entre l'offre et la demande du secteur



Les enseignements (3)

7 Soutien aux initiatives locales de promotion des SAP

- Diffusion des meilleures pratiques (e.g. colloques, site Internet, livre blanc etc.).
- Susciter et soutenir les initiatives par le jeu d'appels à projets.

8 Adaptation et développement des « chèques » type CESU préfinancé

- Expérimentation en cours aux Pays-Bas qui se caractérisent notamment par l'existence d'organisations exécutives ad-hoc qui assurent la gestion des flux administratifs et financiers liés aux chèques « alpha ».
- Expérimentation en cours en France dans 8 départements et bientôt 20 départements.





Les enseignements (3)

Merci de votre attention...



CLAN

Laurent TRUPIN, Administrateur délégué d'ESL-European Affairs.

Contact: ltrupin@eslnetwork.com



Philippe GIRARD, Associé gérant d'Associandi.

Contact: philippe.girard@associandi.fr



CLAN

Nicolas MACCIONI, Directeur délégué ESL-European Affairs en charge du pôle Secteur Public.

Contact: nmaccioni@eslnetwork.com



direction générale de la compétitivité
de l'industrie et des services

